

CNRS-Délégation régionale Ile-de France-
Villejuif

**MARCHÉ PUBLIC
DE TRAVAUX**



**PROCEDURE N°
IFSeM_2026_06**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP) COMMUN A TOUS LES LOTS**

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

Acheteur	Délégation Ile-de-France Villejuif
Type de contrat	Marchés ordinaires de travaux
Structure	Décomposition en 5 lots
Lieu d'exécution	Centre national de la recherche scientifique 59-61 rue Pouchet 75017 PARIS
Délai	14 mois à compter de la notification du marché ou l'OS de démarrage
Variation des prix	Révisable via formule
Nature des prix	Prix forfaitaires

SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS	6
2	PREAMBULE.....	6
2.1	Mesures de portée générale.....	6
3.	OBJET DU MARCHE.....	7
3.1	Objet des travaux.....	7
3.2	Lieu d'exécution	7
4.	PIECES CONTRACTUELLES	8
5.	INTERVENANTS	8
5.1	Maîtrise d'ouvrage.....	8
5.2	Maîtrise d'œuvre	9
5.3	L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination (OPC)	9
5.4	Conduite d'opération	9
5.5	Contrôle technique.....	10
5.6	Coordination Sécurité Protection de la santé.....	10
5.7	Mission de Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI).....	10
5.8	Le titulaire du marché	10
6.	INFORMATION RECIPROQUE DES PARTIES	11
6.1	Informations données par le maître d'ouvrage	11
6.2	Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage.....	11
7.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	11
7.1	Décomposition de la prestation et forme du contrat	11
7.2	Nature de la prestation	11
8.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	12
8.1	Prix du contrat.....	12
8.2	Condition de paiement.....	14
9.	DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS SOUS-TRAITEES	18
10.	PRIMES D'EXECUTION	19
11.	DIMINUTION DU PRIX DU CONTRAT	19
12.	DELAIS D'EXECUTION	19
12.1	Délais d'exécution	19
12.2	Prolongation du délai d'exécution du fait d'intempéries	19
12.3	Périodes de préparation des travaux (le cas échéant)	20

12.4	Calendrier prévisionnel d'exécution.....	21
12.5	Calendrier détaillé d'exécution	21
13.	REALISATION DES PRESTATIONS	22
13.1	Autorisations administratives	22
13.2	Etat des lieux	22
13.3	Études d'exécution	22
13.4	Connaissance de l'ouvrage	22
13.5	Installation de chantier.....	23
13.6	Ordres de service	23
13.7	Provenance des matériaux et produits	23
13.8	Registre du chantier.....	23
13.9	Ajournement et suspension des travaux.....	23
13.10	Essais et contrôles des ouvrages.....	23
14.	COMPTE PRORATA.....	24
15.	CLAUSE DE REEXAMEN	24
16.	CLAUSE D'INSERTION SOCIALE	25
16.1	Clause d'insertion par l'activité économique	25
16.2	Les publics visés.....	25
16.3	Objectif d'insertion	26
16.4	Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion	26
16.5	Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	27
16.6	Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	27
16.7	Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	28
16.8	Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion.....	28
17.	CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE	29
17.1	Prévention des nuisances acoustiques.....	29
17.2	Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED).....	29
18.	PRESTATIONS SIMILAIRES	30
19.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	31
19.1	Confidentialité	31
19.2	Open Data	31
19.3	Organisation du titulaire.....	32
19.4	Assurances.....	32

19.5	Dégradation causée aux voiries et réparation des dommages.....	33
19.6	Obligation de vigilance.....	33
19.7	Protection de la main d'œuvre.....	34
19.8	Signalisation du chantier et circulation sur les voiries.....	34
19.9	Sécurité et protection de la santé des travailleurs	34
19.10	Spécifications techniques faisant référence à une norme, marque ou label	35
19.11	Mémoire en réclamation.....	35
20.	ORGANISATION DE LA SOUS-TRAITANCE	35
20.1	Sous-traitance de premier rang	35
20.2	Sous-traitance de second rang.....	36
21.	PENALITES.....	36
21.1	Pénalité pour retard	36
21.2	Autres pénalités	37
21.3	Décision de la MOA sur les pénalités	39
22.	RESILIATION	39
23.	FIN DU CONTRAT	39
23.1	Documents fournis après exécution des travaux	39
23.2	Repliement du chantier et remise en état des lieux	39
23.3	Réception des travaux	40
23.4	Travaux sous réserve (à compter de la constatation de la parfaite réalisation des travaux)	40
23.5	Essais	41
23.6	En cas de décision de non réception.....	41
23.7	19.5 Certificat de bonne exécution	41
23.8	19.6 Mise à disposition des ouvrages ou parties d'ouvrages	41
24.	GARANTIE	42
24.1	cas général	42
24.2	Exécution aux frais et risques.....	42
24.3	Régime de la garantie de parfait achèvement	42
25.	LITIGES.....	42
26.	DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX.....	42

1. DEFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un marché public passé en procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Travaux du 30 mars 2021
Maître d'ouvrage	: Le maître d'ouvrage désigné dans le contrat agit en tant qu'acheteur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2 PREAMBULE

Le site dit « Pouchet » acquis par le CNRS dans les années 80, est composé de deux bâtiments, le premier (Pouchet), date des années 30 et le second (Berzelius) des années 70, totalisant 6500m². Ce site du CNRS héberge dix unités de recherche et des structures scientifiques relevant des disciplines des sciences humaines et sociales ainsi qu'une unité d'appui à la recherche en charge de la maintenance du bâtiment et des services communs. Sont présents sur le Site environ 200 permanents (chercheurs, enseignants-chercheurs, ingénieurs et techniciens) ainsi que des doctorants et post-doctorants.

Il s'agit d'un immeuble tertiaire qui comprend des bureaux, des salles de réunions et conférences et un restaurant administratif. Il dépend de la délégation d'Ile de France-Meudon. Il est situé dans le 17^{ème} arrondissement de Paris et est très bien desservi par les transports en commun.

2.1 Mesures de portée générale

Le présent marché est soumis aux lois et règlements en vigueur notamment ceux applicables aux marchés de travaux publics.

En complément, le(s) titulaire(s) du marché s'engage(nt) à respecter l'ensemble des prescriptions, règlements et contraintes édictés :

-par la ville de Paris, notamment en matière de voirie, de bruit, d'horaires de chantier, d'occupation du domaine public, de tri des déchets, etc...

-par le règlement de copropriété de l'immeuble concerné, dont un exemplaire est disponible auprès de la MOE.

Ces règles s'imposent aux entreprises au même titre que les dispositions du présent marché. Il leur appartient de s'y conformer strictement pendant toute la durée des travaux.

Le titulaire des marchés et leurs personnels doivent se conformer strictement aux règles de protection des données sensibles qu'ils pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du présent marché, ainsi qu'au RI de l'unité, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur au CNRS.

Les personnels du Titulaire et ses sous-traitants ne doivent accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés et nécessaires pour l'exécution du présent marché.

L'exécution du présent marché peut conduire le Titulaire, ses personnels et ses sous-traitants à avoir connaissance des données sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le Titulaire s'engage et engage ses personnels et ses sous-traitants à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation du CNRS, de tout élément connu dans le cadre du marché, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution du présent contrat.

Le non-respect par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants des prescriptions de sécurité prévues au titre du présent marché peut entraîner la résiliation du contrat pour faute du Titulaire, sans indemnité.

L'émission, la reproduction et l'acheminement des documents protégés sont conformes aux règlements en vigueur. Les documents protégés de toutes natures et de tous types ayant servi à la réalisation et à l'exécution du présent marché sont restitués au CNRS au terme du contrat, sans délai.

Aucune donnée ne peut être partagée ou communiquée par le Titulaire, ses personnels ou ses sous-traitants à un tiers au contrat sans le consentement exprès et préalable du CNRS propriétaire des données.

Les obligations définies ci-dessus doivent continuer à s'appliquer pendant les 10 ans qui suivent la date d'expiration du présent marché.

3. OBJET DU MARCHE

3.1 *Objet des travaux*

L'objet des travaux consiste en une rénovation énergétique du bâtiment, sans modification fonctionnelle.

Le programme de travaux comprend :

- L'isolation de la façade par l'extérieur sur la rue Pouchet et sur la cour intérieure et en PSE jusqu'à la rue Berzelius à l'arrière,
- Le remplacement des menuiseries extérieures sur la façade Pouchet et à un des étages d'une des façades du patio, et en PSE le remplacement des stores sur la façade arrière du Berzélius
- L'installation d'une gestion technique centralisée pour piloter le chauffage,
- L'amélioration de la distribution du chauffage (séparation des départs, pompes à débit variable, calorifugeage, robinets thermostatiques),
- Le raccordement du site au chauffage urbain en lieu et place de la chaudière gaz et en PSE la dépose de l'ancien réseau gaz,
- Les ouvrages de gros œuvre pour la création d'un local échangeur de chaleur,
- Les travaux de reprise de plâtrerie et de finitions découlant des travaux principaux.

La description des travaux est indiquée dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) relatifs à chaque lot et dans leurs annexes éventuelles.

3.2 *Lieu d'exécution*

Le lieu d'exécution des prestations est :

Centre national de la recherche scientifique

59-61 rue Pouchet 75017 PARIS

4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles sont, par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles ;
- L'annexe financière de l'acte d'engagement : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). La DPGF annexée à l'acte d'engagement n'a pas de valeur contractuelle sauf en ce qui concerne les prix d'unités utilisables pour le règlement des éventuels travaux modificatifs ou aléas et le montant global ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun à tous les lots et son annexe n°1 (EDIFLEX) ;
- Le cahier des clauses administratives général travaux approuvés par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux stipulations de l'article 28.2 du CCAG travaux et comportant les dates de début et de fin des travaux ; Dans l'attente de son établissement c'est le calendrier prévisionnel qui s'applique.
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé et ses modifications ultérieures ;
- Le rapport initial du contrôle technique ;
- Le cahier des clauses techniques communes (CCTC)
- Le cahier des clauses techniques particulières propre à chaque lot ;
- Les pièces graphiques ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les procès-verbaux d'admission émis en cours d'exécution du marché ;
- Les dispositions du mémoire technique du titulaire qui ne contredisent pas les pièces du marché ;

Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci se verrait directement appliquer au marché dès sa promulgation. Le titulaire doit donc apporter toutes les garanties de sa capacité à se mettre en conformité avec toute nouvelle évolution sans modification du coût du contrat.

Le titulaire est réputé connaître les documents avec toutes les mises à jour ou parution nouvelle des documents ci-dessus avant le commencement des travaux faisant l'objet du présent article et reconnaître qu'il en a une connaissance parfaite par le seul fait de déposer l'Acte d'Engagement.

Sauf à avoir signalé en temps utile les erreurs ou omissions éventuelles du dossier de consultation avant la remise de son offre, l'entreprise attributaire devra exécuter au titre du prix global et forfaitaire du marché, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession, nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de ses ouvrages, selon les règles de l'art, les normes, règlements et textes en vigueur et permettant une utilisation satisfaisante pour l'ensemble des travaux prévus au marché.

Les spécifications et indications non portées au CCTP mais inscrites sur les plans fournis au DCE (et inversement) sont réputées contractuelles et sont dues au titre du marché.

Dans le cas où il est impossible de lever d'éventuelle contradiction à l'aide de documents de même niveau de priorité, la prescription la plus contraignante pour l'entreprise sera prise en compte.

Rappel : En aucun cas les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables, seules les conditions prévues dans le présent acte d'engagement s'appliquent.

5. INTERVENANTS

5.1 Maîtrise d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) :

Délégation Ile-de-France Villejuif.

7 rue Guy Môquet

94800 Villejuif

La personne représentant le pouvoir adjudicateur est la Déléguée régionale de la Délégation Île-de-France Villejuif du CNRS.

5.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est externe et assurée par le groupement suivant, (il assure également la mission OPC) :

- Mandataire :

AU4G ARCHITECTES

60-62, rue de Wattignies
75012 PARIS

- Co traitants :

SERTED

1-1bis rue Marcel Paul
ZI La Bonde
91300 MASSY

CABINET C2L

36 rue de Fontarabie
75020 PARIS

KEUL ECO

13, rue Louis Armand
72400 LE FERTE-BERNARD

5.3 L'Ordonnancement, le Pilotage et la Coordination (OPC)

La mission Ordonnancement, pilotage et la Coordination (OPC) est assurée par :

CABINET C2L

36 rue de Fontarabie
75020 PARIS

5.4 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par :

Délégation Ile-de-France Villejuif.
Pôle Patrimoine et Logistique (PPL)
7, rue Guy Môquet
94800 Villejuif

5.5 Contrôle technique

Le contrôle technique est effectué par :

BPT CONSULTANT
Direction régionale IDF Ouest
6 Rue Sainte Lucie - 75015 PARIS

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique doivent être observées et ne peuvent faire l'objet d'une majoration des coûts.

Les missions confiées sont les suivantes :

L : Mission relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements neufs indissociables,

LE : Mission relative à la solidité des existants,

STI : Mission relative à la sécurité des personnes dans les établissements à usage tertiaire ou industriel,

AV : Mission relative à la stabilité des avoisinants,

Th : Mission relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie,

GTB : Mission relative à la gestion technique des bâtiments.

5.6 Coordination Sécurité Protection de la santé

Une Coordination en matière de sécurité et de santé est organisée, aux fins de prévenir les risques résultants des interventions simultanées ou successives des entreprises et de prévoir, lorsqu'elle s'impose, l'utilisation des moyens communs tels que les infrastructures, les moyens logistiques et les protections collectives.

Cette mission est confiée à :

QUALICONSLT
127/131 Chemin des Bassins
94035 CRETEIL

Anta SARR| Coordonnateur SPS
Tel : 01.49.56.20.19 | Mobile : 07.88.17.66.78
anta.sarr@qualiconsult.fr

Le projet est classé en 2^{ème} catégorie au sens de la Loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et du décret 94-1159 du 26 décembre 1994.

5.7 Mission de Coordonnateur des Systèmes de Sécurité Incendie (CSSI)

Sans objet

5.8 Le titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sont précisées à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 3.4 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire désigne une personne physique habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître d'ouvrage.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

6. INFORMATION RECIPROQUE DES PARTIES

6.1 Informations données par le maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire
- De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

La forme des notifications est indiquée à l'article 3.1 du CCAG travaux, toutefois il est dérogé au délai indiqué à l'article 3.1.2. Le titulaire est ainsi réputé avoir reçu la notification dans un délai de 4 jours à compter de la mise à disposition du document sur le profil acheteur.

6.2 Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage

7. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

7.1 Décomposition de la prestation et forme du contrat

- Les prestations sont alloties de la sorte :

Numéro du lot	Objet du lot
Lot 1	Isolation Thermique par l'Extérieur - Ravalement
Lot 2	Menuiseries extérieures – Protections solaires - Métallerie
Lot 3	Chauffage – Ventilation - GTB
Lot 4	Menus travaux de gros œuvre - Maçonnerie
Lot 5	Cloisons – Doublages – Faux-plafonds - Peinture

La forme retenue pour l'exécution du contrat est celle d'un contrat ordinaire traité à prix global et forfaitaire.

7.2 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un contrat de travaux.

8. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

8.1 Prix du contrat

8.1.1 Nature et forme du prix

Les prix des prestations objet du marché sont forfaitaires. L'offre financière du titulaire est globale, annexée à l'acte d'engagement du marché.

Les prix unitaires du cadre de DPGF sont contractuels et utilisés pour le règlement des éventuels travaux modificatifs et aléas. Les besoins effectifs de travaux ou prestations dont le prix n'est pas défini en DPGF seront déterminés et réglés selon le dispositif de l'article 13 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG Travaux, le titulaire est réputé avoir accepté les prix sous un délai de 15 jours suivant l'ordre de service qui lui a notifié ces prix.

8.1.2 Révision des prix

Le prix du marché est révisable à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Dans laquelle :

- P est le prix révisé
- Po est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro"
- a, b, c... sont les coefficients à appliquer aux indices en fonction du poids respectif des composants correspondants dans le coût de la prestation (la somme de ces coefficients est égale à 1)
- I1, I2... sont les indices retenus en fonction de la nature des prestations du marché. Au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant aux paramètres pour le mois zéro et au numérateur figurent les valeurs de ces mêmes indices afférentes au mois de révision.

Lots	Objet du lot	La formule de révision	Index INSEE utilisé(s)
1	Isolation Thermique par l'Extérieur - Ravalement	$P = P_o \times [0,10 + 0,90 \times (I_{1m} / I_{1o})]$	BT 01
2	Menuiseries extérieures – Protections solaires - Métallerie	$P = P_o \times [0,10 + 0,90 \times (I_{1m} / I_{1o})]$	BT 43
3	Chauffage – Ventilation - GTB	$P = P_o \times [0,10 + 0,90 \times (a \times (I_{1m} / I_{1o}) + b \times (I_{2m} / I_{2o}))]$	BT 40 et 41 avec a pour 0,5 et b pour 0,5
4	Menus travaux de gros œuvre - Maçonnerie	$P = P_o \times [0,10 + 0,90 \times (I_{1m} / I_{1o})]$	BT 03

5	Cloisons – Doublages – Faux-plafonds - Peinture	$P = P_o \times [0,10 + 0,90 \times (a \cdot (I1m / I1o) + b \cdot (I2m / I2o))]$	BT 08 et 46 avec a pour 0,5 et b pour 0,5
---	---	---	---

La date d'établissement des prix (Mois 0) est fixée au mois de la dernière offre remise par le titulaire.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales de manière arithmétique.

Conformément à l'article R.2191-28 du Code de la commande publique, lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date ou doit intervenir un acompte, il est procédé à un règlement provisoire sur la base des derniers index connus. La révision définitive intervient sur le premier état d'acompte établi postérieurement à la parution de l'index correspondant.

8.1.3 Contenu des prix

Conformément à l'article 9.1.1 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices.

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ; et du nettoyage du chantier effectué selon un rythme minimum qui sera précisé au titulaire lors du démarrage du chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- De l'exécution des travaux en site occupé (la réalisation des interventions en site occupé et en coactivité avec la réalisation d'activités de recherche) ;
- De l'obtention d'un « permis de feu » impliquant pour le titulaire de se conformer aux mesures de protection contre l'incendie qui lui seront prescrites ;
- Des frais d'assurances mentionnés dans le présent CCAP ;
- Des frais d'établissement des études d'exécution ;
- Des frais d'établissement des documents fournis après exécution ;
- Des frais d'établissement du PPSPS par le titulaire et ses éventuels sous-traitants ;
- Des frais de fourniture des échantillons ;
- Des frais de coordination à charge du mandataire (pour les groupements d'entreprises) ;
- Des frais résultants des demandes fondées du bureau de contrôle technique, du coordonnateur SPS tant en cours d'étude qu'en cours de travaux ;
- Des frais d'établissement des devis en réponse aux demandes de modifications formulées par le maître d'œuvre et/ou par le maître d'ouvrage ;
- Des frais résultants des demandes et observations du maître d'œuvre, concernant notamment la reprise des plans non conformes ;
- Des frais des relevés d'état des lieux.
- Les difficultés et sujétions résultant de la conception particulière de l'ouvrage et de l'effet architectural recherché, notamment en ce qui concerne les façades.
- Les sujétions résultant des gabarits

- Les calfeutrements, bourrages, jointements, raccords pour finition complète de l'ouvrage après l'intervention des autres corps d'état, dans les conditions définies au descriptif.
Les frais annexés résultant des essais et contrôles de réception des matériaux et de tous les contrôles imposés par le descriptif ou les règles de l'art contractuelles.
- Les réparations d'erreurs et malfaçons imputables à l'entrepreneur.
- Les frais d'installation du chantier ainsi que les frais d'établissement d'entretien ou de fonctionnement de tous les ouvrages provisoires nécessaires à la réalisation des travaux et notamment, les frais et sujétions résultant de la situation des installations de chantier.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix devront également tenir compte des dépenses liées aux dispositions nécessaires à mettre en œuvre pour la prévention des risques sanitaires.

Le maître d'ouvrage met à disposition du titulaire des facilités indiquées à l'article 3.2.1 du CCTP Lot 1.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De surcroît, sur la base de la définition et de la description des ouvrages telles qu'elles figurent dans les documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient, après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

8.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

8.2 Condition de paiement

8.2.1 Avance

a) Généralités

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant du marché est supérieur à 50. 000 € HT et si le délai d'exécution des prestations est supérieur à 2 mois.

En application de l'option A de l'article A.10.1 du CCAG Travaux, le taux de l'avance est de 30% si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique :

Le taux de l'avance est de 15% si le titulaire n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens de la commande publique.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai d'un mois à partir de la date de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectif quand le montant des prestations exécutés atteint 65% du montant toutes taxes compris du marché. Celle-ci est récupérable en une fois selon son montant.

Le montant de l'avance ne sera ni révisé, ni actualisé en application des dispositions des articles R. 2112-13 et R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique

L'avance n'est due au titulaire du marché que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, sous réserves des dispositions particulières détaillées aux articles R.2193-17 et suivant du Code de la commande publique.

8.2.2 *Présentation des demandes de paiement*

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- Le numéro du contrat ;
- Le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- Les dates de réalisation des prestations ;
- La nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- Le lieu d'exécution ;
- Le taux de TVA applicable ;
- La désignation de l'acheteur et son SIRET.

La facture électronique est **obligatoire**.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail le lien : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°18008901303720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée (exemple : UMR7095_1). Le code service de l'entité CNRS bénéficiaire.
- Le numéro d'engagement juridique communiqué lors de la notification du marché ou figurant sur le bon de commande notifié par le CNRS (exemple : 0326L012345).

Afin d'optimiser le temps de traitement des factures, le titulaire veillera :

- Au respect des mentions obligatoires devant figurer sur les factures au regard du code du commerce (article L441-3 et articles R123-237 et R123-238) et du code général des impôts (article 289 et article 242 et article 242 nonies A de l'annexe II)
- À faire apparaître impérativement sur vos demandes de paiement, le numéro de la commande du CNRS (par exemple : 0888L116668), le numéro de marché le cas échéant et, si possible, l'adresse de livraison (adresse de l'unité bénéficiaire de la prestation).

Le non-respect de ces consignes pourra entraîner soit un rejet de la facture, soit un allongement des délais de traitement.

8.2.3 *Règlement des comptes*

Les comptes sont réglés mensuellement, suivant les dispositions des 10.2 et 12 du CCAG Travaux. Les projets de décomptes seront présentés en état cumulatif depuis le 1^{er} mois d'exécution du marché après notification de l'ordre de service de démarrage.

Les sommes dues au titulaire ainsi qu'à ses sous-traitants à paiement direct en exécution du présent marché sont réglées dans un délai global de paiement de 30 jours maximum.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- Pour l'avance, la date de notification du marché
- Pour les acomptes dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, la date du dépôt par le titulaire du décompte et des pièces annexées **sur la plateforme CHORUS PRO**. Cette date est mentionnée par le Maître d'œuvre sur les certificats pour paiement transmis au maître d'ouvrage.
- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (maître d'ouvrage et titulaire), dans les conditions prévues à l'article 12.4 du CCAG Travaux.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

Par dérogation aux articles 12.1 et 12.2 du CCAG-Travaux, la gestion des décomptes et acomptes par le titulaire, le maître d'œuvre et le représentant du pouvoir adjudicateur est assurée par traitement informatique dans les conditions fixées à l'annexe 1 du présent CCAP (relative au service d'échange électronique de gestion financière des travaux (EDIFLEX)) ».

8.2.4 *Adresse de remise des demandes de paiement*

L'ordonnateur de la dépense est :

La Déléguée Régionale

Délégation Ile-de-France Villejuif
7 rue Guy Môquet
94800 Villejuif

Le comptable assignataire des paiements est :

L'Agent Comptable Secondaire

Délégation Ile-de-France Villejuif
7 rue Guy Môquet

8.2.5 Délai de paiement

Conformément aux articles R2192-10 à R2192-36 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics. Le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans les délais prévus aux articles précités fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Ils sont calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

- IM : montant des intérêts moratoires
- M : montant TTC de la demande de paiement
- Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points de pourcentage.
- J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement
- F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

8.2.6 Retenue de garantie

Les règlements sont diminués d'une retenue de garantie d'un taux :

- De 3% calculée sur le montant TTC des prestations pour les TPE et les PME.
- De 5 % calculée sur le montant TTC des prestations pour les autres entreprises.

La base de calcul de la garantie est égale au montant total du marché.

8.2.7 Substitution de la retenue de garantie

La retenue de garantie pourra être remplacée par la constitution d'une garantie à première demande.

En cas de groupement, chaque membre du groupement fournit une garantie. Si le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans le cas où la garantie est dématérialisée, celle-ci peut être transmise par mail à l'adresse suivante : dr01-ifsem.gestion.financiere@cnrs.fr

Dans le cas contraire, la transmission de la garantie se fait auprès de l'agent comptable secondaire à l'adresse indiquée ci-dessus.

8.2.8 Constitution et complément

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

Toutefois, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

8.2.9 Restitution des garanties

La retenue de garantie est remboursée aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, sauf prolongation du délai de garantie, telle que prévue à l'article 44.2 du CCAG/Travaux.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement ou la retenue remboursée un mois au plus tard après la date de leur levée.

9. DISPOSITIONS RELATIVES AUX PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à la totalité du marché, y compris aux prestations sous-traitées. Les garanties incombent en totalité au titulaire et en aucun cas au sous-traitant.

9.1 Paiement des sous-traitants

La déclaration de sous-traitance annexée au marché, précise tous les éléments indiqués à l'article R. 2191-45 du Code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer ;
- En tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;

9.2 Modalités de paiement des sous-traitants directs

Sous réserve des démarches préalables d'acceptation et d'agrément du sous-traitant, le maître d'ouvrage paye directement, par virement administratif au compte ouvert au nom du sous-traitant, les prestations sous traitées supérieures à **600 € TTC**.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du maître d'ouvrage au titulaire du marché, via le portail CHORUS dont l'adresse est citée ci-dessus.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant.

NOTA :

Sans préjudice de la procédure de paiement direct dont bénéficie le sous-traitant désigné dans la déclaration de sous-traitance (DC4), le titulaire peut payer directement son sous-traitant.

Dans ce cas, le paiement des factures du sous-traitant par le titulaire libère la dette du CNRS vis-à-vis du sous-traitant à due concurrence du paiement effectué par le titulaire. Ce dernier devra fournir aux services bénéficiaires CNRS du présent marché les justificatifs nécessaires permettant d'attester le paiement, total ou partiel, des prestations réalisées par le sous-traitant

10. PRIMES D'EXECUTION

Sans objet

11. DIMINUTION DU PRIX DU CONTRAT

Sans objet

12. DELAIS D'EXECUTION

12.1 Délais d'exécution

Le délai global d'exécution du marché est de 14 mois y compris la période de préparation, à compter de la date fixée par l'ordre de service de démarrage général ou de sa date de notification au titulaire.

Dans ce délai global sont compris la période de préparation (commune aux 2 phases, les études d'exécution, le délai d'exécution des prestations, les études de synthèse, les tests, essais, épreuves et contrôles nécessaires, les opérations préalables à la réception, le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements mis à disposition.

Le délai prévisionnel d'exécution des travaux faisant l'objet d'une réception partielle est précisé dans le calendrier prévisionnel ;

Phase 1 : Travaux de réalisation de l'ITE :

Délai d'exécution des travaux est de 10 mois

Phase 2 : travaux post raccordement au chauffage urbain.

Délai d'exécution de 2 mois à compter de la réalisation du raccordement urbain.

12.2 Prolongation du délai d'exécution du fait d'intempéries

En cas d'intempéries reconnues comme telles par le maître d'ouvrage ou son représentant, le titulaire du marché pourra demander une prolongation du délai contractuel d'exécution.

Conformément à l'article 18.2.3 du CCAG/Travaux, et en référence à la définition de « l'intempérie » prévue aux articles L.5424-6, L.5424-8 à 15 et L.5424-18 du code du travail, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, qui seront défalquées du nombre de journées d'intempéries réellement constatées est égal à 15 jours ouvrés.

Sont qualifiées de journées d'intempéries, les journées où les conditions climatiques sont telles que les travaux ne peuvent être poursuivis dans les conditions techniques requises ou sans enfreindre les règles de sécurité.

Seuls les arrêts du fait d'intempéries ouvriront droit à décompte pour prolongation éventuelle de délais, pour autant qu'il y ait eu entrave à l'exécution des travaux et pour autant que les travaux empêchés soient sur le chemin critique.

Des délais supplémentaires entraîneront un allongement du délai d'exécution sans que les entreprises ne puissent prétendre à une rémunération complémentaire.

La détermination de la prolongation du délai d'exécution en jours de calendrier, au-delà des jours prévisibles, est obtenue par l'application au nombre de jours constatés du coefficient 1,17 (règle des 7/6).

Les journées d'intempéries constatées selon les prescriptions ci-avant sont décomptées du lundi au vendredi, conformément aux prévisions du calendrier d'exécution.

La prise en compte des journées ou demi-journées d'intempéries est subordonnée à :

- la constatation faite par le titulaire, le jour même et communiquée au maître d'œuvre avant 10 heures le jour même, ou avant 14 heures dans le cas de changement brutal des conditions atmosphériques,
- la fourniture des relevés de la station météo référente,
- la déclaration à la caisse responsable,
- la présentation des justificatifs au plus tard lors de la réunion de chantier suivante.

En cas de litige :

Il appartiendra à l'entreprise concernée de justifier à la maîtrise d'œuvre que les conditions atmosphériques rendaient effectivement l'accomplissement du travail dangereux ou impossible eu égard soit à la santé ou à la sécurité des travailleurs, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir.

L'arbitrage sera rendu par la maîtrise d'œuvre pour ce qui concerne la nature ou la technique du travail à accomplir, et par le coordonnateur C.S.P.S. pour ce qui concerne la sécurité et la santé.

La station météorologique de référence est : Paris-Montsouris

Les limites des phénomènes météorologiques au-delà desquels les journées ou demi-journées seront déclarées en intempéries au sens du présent marché de travaux, sont les suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Précipitations	> à 15 mm de 6h à 18h
Neige	> à 5 cm de 6h à 18h
Vent	> à 60 km/h de 6h à 18h
Gel	- 5°C à sans dégel de la journée

12.3 Périodes de préparation des travaux

Conformément à l'article 28 du CCAG il est procédé aux opérations décrites dans le CCTP et notamment :

- Élaboration par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires. Le visa de la maîtrise d'œuvre est donné pour conformité au projet et ne dégage en rien la responsabilité technique de l'entreprise ;
- Élaboration du calendrier d'exécution détaillé ;
- Réalisation des Plans d'assurance qualité et plans d'assurance environnement ;
- Réalisation des études d'exécution et plans d'atelier et de chantier ;
- Réalisation des documents graphiques et écrits (production des plans...) ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG travaux ;

- Établissement par le titulaire intervenant sur le chantier sous la coordination du Coordonnateur de sécurité du projet d'installations de chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) dans le cadre du plan général de coordination (PGC) établi par le coordonnateur de sécurité et des plans particuliers de prévention.
- Le schéma d'organisation de la gestion des déchets

Les installations de chantier doivent être installées pendant la période de préparation.

12.4 Calendrier prévisionnel d'exécution

Le calendrier prévisionnel d'exécution est joint au marché.

Il fixe de manière prévisionnelle le délai global d'exécution des travaux et s'applique jusqu'à l'accord du titulaire et du maître d'œuvre sur un calendrier détaillé d'exécution établi pendant la période de préparation.

Dans ce délai global sont compris la période de préparation, les études d'exécutions, il est rappelé que les tâches principales, et que les interventions du titulaire doivent être prévues autant que de besoin pendant la durée globale de l'opération et conformément au caractère forfaitaire du marché.

Il est également précisé dans le calendrier prévisionnel d'exécution, la liste et les dates d'achèvement des tâches clefs, dont l'exécution, aux dates contractuelles ainsi fixées, doit être impérativement respectée.

12.5 Calendrier détaillé d'exécution

Le titulaire établit le calendrier détaillé d'exécution conformément à l'article 28.2.1 du CCAG Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques dont se compose le marché, les enchaînements des tâches, le rattachement graphique entre l'achèvement d'une tâche et la suivante qu'elle conditionne ainsi que le ou les chemin(s) critique(s) de l'opération.

Il précise, en outre, :

- La cadence d'exécution ;
- Les moyens en personnel et matériels prévus ;
- Les contraintes particulières de préfabrication ou d'approvisionnement

Le titulaire remet le calendrier détaillé d'exécution des travaux dans sa version définitive au maître d'œuvre et à l'OPC dans un délai de **10 jours ouvrés** à compter de l'OS de démarrage de la première phase technique.

Ce dernier le soumet à l'approbation du maître d'ouvrage au plus tard **10 jours ouvrés** avant la fin de la période de préparation. Il est ensuite notifié par ordre de service du maître d'œuvre au titulaire du marché avec copie au contrôleur technique, au coordinateur S.P.S, copie au maître d'ouvrage.

Le calendrier détaillé d'exécution se substitue au calendrier prévisionnel d'exécution en tant que pièce constitutive du marché.

C'est le calendrier prévisionnel d'exécution puis, une fois notifié par ordre de service, le calendrier détaillé d'exécution qui permet la détermination des éventuels retards du titulaire dans l'exécution des prestations de son marché et l'application des pénalités prévues.

13. REALISATION DES PRESTATIONS

13.1 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire a la responsabilité d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux prévus au contrat.

13.2 Etat des lieux

Un constat chez les avoisinants et un constat contradictoire sera effectué avant les travaux par un huissier mandaté par le CNRS. Il servira à contrôler l'absence de dégradation durant les travaux. Ce constat pourra être opposable à l'entreprise après les travaux ou en cours de travaux pour démontrer que des dégradations sont intervenues du fait de son intervention pendant l'exécution.

13.3 Études d'exécution

Le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ces documents sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci les renvoie au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard **15 jours** après leur réception.

Ces documents sont également communiqués dans le même temps au contrôleur technique pour avis.

Ces documents doivent être remis au format électronique à la maîtrise d'œuvre.

Ne peuvent recevoir un commencement d'exécution que les travaux définis sur les plans et documents qui ont été examinés par le contrôleur technique et approuvés par le Maître d'œuvre.

Ces documents devront être diffusés auprès des différents intervenants suivant une procédure définie lors de la période de préparation par la Maîtrise d'œuvre.

13.4 Connaissance de l'ouvrage

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de la visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations. Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

À ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- Est réputé avoir une bonne connaissance du site et des contraintes de réalisation des travaux.
- La nature et l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;

- Avoir pris tous renseignements concernant les ouvrages existants et avoisinants ;
- Les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- Tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Il est tenu par une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vice. Le titulaire est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

13.5 Installation de chantier

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 31 du CCAG Travaux et au plan général de coordination ainsi qu'à l'article 3.2 du CCTP Lot 1.

13.6 Ordres de service

Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service sont écrits, datés, et numérotés par le maître d'œuvre. Le titulaire en accuse réception datée

Les ordres de service entraînant une modification des conditions d'exécution du marché en termes de délai d'exécution, de durée et de montants font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

13.7 Provenance des matériaux et produits

Conformément à l'article 21.1 du CCAG Travaux, le titulaire a le choix de la provenance des matériaux, produits ou composants de construction, sous réserve de pouvoir justifier que ceux-ci satisfont aux conditions fixées par le contrat.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents qui assurent la traçabilité des produits et matériaux mis en œuvre.

13.8 Registre du chantier

Conformément à l'article 28.5 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre concernant le déroulement du chantier, est répertorié par le maître d'œuvre dans un registre de chantier signé contradictoirement par lui et le titulaire.

Ce registre est tenu à la disposition du maître d'ouvrage et des intervenants autorisés, puis remis au maître de l'ouvrage dans le cadre des opérations préalables à la décision de réception définitive de l'ouvrage.

13.9 Ajournement et suspension des travaux

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 53 du CCAG travaux.

13.10 Essais et contrôles des ouvrages

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 38 du CCAG travaux.

14. COMPTE PRORATA

Afin d'assurer la répartition équitable des dépenses communes nécessaires à la bonne exécution du chantier (installations de chantier, consommations d'eau et d'électricité, entretien des parties communes, etc.), un compte prorata sera ouvert et géré par l'entreprise titulaire du lot n° 1, désignée comme entreprise mandataire pour ce compte.

Chaque entreprise titulaire d'un lot contribuera à ce compte à hauteur d'un pourcentage calculé sur la base du montant cumulé de ses situations mensuelles, selon les modalités définies dans l'article 7 du Cahier des Clauses Techniques Communes (C.C.T.C).

15. CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié en cours d'exécution dans les cas suivants :

- **Évolution des exigences réglementaires** en matière de performance énergétique ou environnementale,
- **Évolution des règles fixées par la Mairie de Paris impactant fortement l'exécution des marchés,**
- **Adaptation technique nécessaire liée à des aléas découverts sur site** (ex: contraintes structurelles non identifiées),
- **Provisions mentionnées à l'article 1 du CCTC (relatives aux sondages destructifs n'ayant pu être réalisés) et décrites aux articles suivants des CCTP :**
 - CCTP du lot 1 :
. Aux articles 3.4.1.2 / 3.4.6 / 3.4.7.2 / 3.4.7.3 / 3.5.6 / 3.6.2.2. / 3.6.2.5. / 4.3.6.2 / 4.3.6.3 / 4.5.2.2.
 - CCTP du lot 4 :
. Aux articles 3.3.9 / 3.3.10 / 3.3.11 / 3.3.12.3 / 3.4.2.1 / 3.4.2.2
 - CCTP du lot 5 :
. Aux articles 3.3.1 / 3.4.1 / 3.4.2 / 3.4.5 / 3.5.1 / 3.5.2.
- **Ajustement des prestations prévues** dans les cadres suivants :
 - Une nouvelle technologie efficiente point améliorant la consommation électrique ou thermique de ces installations,
 - L'apparition de matériaux plus résistants ou plus éco responsables

Le montant cumulé de ces prestations complémentaires doit rester inférieur à **50%** du montant forfaitaire initial.

Le montant des marchés modifiés pour les lots 4 et 5 doit rester inférieur à **100.000 € HT**.

Ces modifications seront formellement notifiées par un avenant (ou de manière unilatérale en cas de changement réglementaire) et respecter le périmètre défini par la présente clause. Elles ne doivent pas bouleverser l'économie générale du lot concerné ni modifier l'objet global du marché.

Le titulaire fournira l'ensemble des éléments permettant au maître de l'ouvrage d'apprécier les éventuelles conséquences financières et calendaires des modifications.

16. CLAUSE D'INSERTION SOCIALE

16.1 Clause d'insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, le pouvoir adjudicateur a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges du présent marché une clause d'insertion par l'activité économique constitutive d'une condition d'exécution.

Cette clause est applicable au :

- Lot 1 : Isolation Thermique par l'Extérieur - Ravalement
- Lot 2 : Menuiseries extérieures – Protections solaires - Métallerie
- Lot 3 : Chauffage – Ventilation – GTB

du présent marché.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

16.2 Les publics visés

- Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage)
- Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans
- Les allocataires du RSA (Revenu de Solidarité Active) ou leurs ayants droit
- Les allocataires de l'AAH (Allocation Adulte Handicapé), de l'ASS (Allocation de Solidarité Spécifique), de l'AV (Allocation Veuvage)
- Les personnes percevant une pension d'invalidité
- Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du Code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi
- Les jeunes de moins de 26 ans, de niveau infra 5, c'est-à-dire de niveau inférieur au CAP/BEP, et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ou sous contrat EPIDE, dans un parcours de l'École de la Deuxième Chance (E2C)
- Les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique), c'est-à-dire les personnes mises à disposition par une Association Intermédiaire (AI) ou par une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI), ainsi que des salariés d'une Entreprise d'Insertion (EI), d'un Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), ou encore des Régies de quartier agréées, ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, par exemple « Défense 2ème chance »
- Les personnes employées dans les GEIQ (Groupements d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification) et dans les associations poursuivant le même objet
- Les personnes placées sous mains de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire / régie des établissements pénitentiaires (SEP / RIEP) ou affectés un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de l'EPEC, être considérées comme relevant des publics les plus éloignés de l'emploi.

Les bénéficiaires de l'action d'insertion devront impérativement relever de ces catégories.

16.3 Objectif d'insertion

Le volume horaire de travail minimum suivant leur est obligatoirement réservé :

Nombre d'heures d'insertion à réaliser pour la durée totale du marché	
Lot 1: Isolation Thermique par l'Extérieur - Ravalement	370 heures
Lot 1 Prestation supplémentaire éventuelle: Isolation Thermique par l'Extérieur – Ravalement	160 heures
Lot 2: Menuiseries extérieures – Protections solaires - Métallerie	150 heures
Lot 3: Chauffage – Ventilation – GTB	250 heures

16.4 Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

L'attributaire s'engage à réaliser une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires d'insertion fixés ci-dessus. L'ensemble des actions mises en œuvre doivent intervenir durant la période d'exécution du marché. Si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

L'attributaire désignera un responsable qui sera l'interlocuteur privilégié de l'EPEC pour mettre en œuvre les actions d'insertion.

Cet objectif peut être réalisé en utilisant une ou plusieurs des modalités définies ci-après ;

- ✓ 1ère modalité : l'embauche directe par l'entreprise

L'entreprise peut recruter notamment en contrat à durée indéterminée [CDI], en contrat à durée déterminée [CDD] ou par le biais de contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage) des publics définis préalablement.

Les heures travaillées des personnes embauchées en CDI par l'entreprise attributaire, pourront être comptabilisées pour l'exécution de la clause sociale d'insertion, pendant toute la durée restante du marché, pour une période maximale de 4 ans (période entre la date d'embauche en CDI et la fin du marché).

Un tuteur sera nommé pour faciliter l'intégration des personnes en insertion au sein de l'entreprise attributaire et pour assurer leur suivi en liaison avec l'EPEC.

- ✓ 2ème modalité : la mise à disposition de salariés

L'entreprise peut faire appel à un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion pendant la durée du marché. Il peut s'agir d'une Entreprise de travail temporaire d'insertion, d'une Association intermédiaire ou d'un Groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification.

- ✓ 3ème modalité : le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou d'une Entreprise adaptée.

L'entreprise peut sous-traiter ou co-traiter des prestations en lien avec l'objet du marché à une Entreprise d'insertion, un Atelier et Chantier d'insertion ou une Entreprise adaptée.

16.5 Le dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le pouvoir adjudicateur a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par l'EPEC.

Solange AWUKLU
Chargée de projets clauses sociales et relation entreprises
solange.awuklu@epec.paris

Dans ce cadre, l'EPEC a pour mission :

- Informer l'entreprise attributaire des modalités de mise en œuvre de la clause sociale ;
- Accompagner l'entreprise dans la recherche de candidats éligibles à la clause sociale (fiche de poste établie conjointement entre l'entreprise et l'EPEC) ;
- Accompagner l'entreprise dans la mise en œuvre d'actions de formation ;
- Organiser le suivi des publics jusqu'à la fin de la période d'intégration dans l'emploi avec le concours de structures spécialisées ;
- Informer et orienter l'entreprise en direction des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) du territoire parisien concerné par la spécificité du marché ;
- Suivre la bonne exécution de la clause d'insertion.

16.6 Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par l'EPEC à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution des heures.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise à l'EPEC de pièces justificatives. Une liste mentionnant les documents justificatifs à fournir en fonction des critères d'éligibilité sera transmise au titulaire après la notification du marché.

Les informations transmises seront traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (dispositions de l'article du CCAP relatif à la clause RGPD).

A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit, à date fixe (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) et avant le 15 du mois suivant, tous les renseignements qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation des actions réalisées au cours du trimestre conformément à la liste qui lui a été fournie.

Ces éléments sont envoyés au pouvoir adjudicateur (interlocuteurs CNRS à désigner) et aux destinataires suivants de l'EPEC :

safia.tahiri@epec.paris

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 16.7 du présent CCAP.

En tout état de cause, le prestataire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement d'insertion. Dans ce cas, l'EPEC étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

A l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées pendant l'exécution du marché.

16.7 Pénalités pour non-respect de l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, il sera appliqué une pénalité de 60 euros par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira une pénalité égale à 75 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

16.8 Clause RGPD relative au contrôle et au suivi de l'action d'insertion

Le titulaire est informé que la gestion des données personnelles permettant le suivi et le contrôle de l'action d'insertion est confiée à l'EPEC.

Ces données personnelles seront traitées dans le logiciel CLAUSE développé par la société ARCHE MC2 qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application des considérations sociales d'insertion sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif.

L'EPEC est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à compter de la date d'entrée dans le dispositif de la personne et 24 mois après la fin du marché concerné. Dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2032 inclus.
- En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Durant cette période, l'EPEC met en place tous moyens pour assurer la confidentialité et la sécurité des données personnelles, de manière à empêcher leur endommagement, effacement ou accès par des tiers non autorisés.

Ces durées de conservations ne pourront s'appliquer si :

- Le titulaire exerce son droit de suppression des données le concernant, dans les conditions décrites ci-après ;
- Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée en vertu d'une obligation légale ou réglementaire.

L'accès aux données personnelles est strictement limité aux services de l'EPEC et à ses partenaires emploi/insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches. Ils sont soumis à une obligation de confidentialité et ne peuvent utiliser ces données qu'en conformité avec les dispositions contractuelles et la législation applicable. Ces organismes et l'EPEC s'engagent à ne pas vendre, louer, céder ni donner accès à des tiers aux données sans le consentement préalable du titulaire, à moins d'y être contraint en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.).

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (applicable dès le 25 mai 2018), le titulaire bénéficie d'un droit d'accès, de

rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore délimitation du traitement des données. Le titulaire peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer à leur traitement.

Sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, le titulaire peut exercer ses droits en contactant l'EPEC par email à l'adresse suivante dpo@epec.paris ou par courrier :

Ensemble Paris Emploi Compétences

18 rue Goubet

75019 Paris.

Pour toute information complémentaire ou réclamation, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés peut être contactée :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL)

3 Place de Fontenoy

TSA 80715

75334 PARIS CEDEX 07

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

17. CLAUSE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

17.1 Prévention des nuisances acoustiques

Pour tout travaux à l'aplomb de zones sensibles et en activité, le titulaire du marché limitera les risques de nuisances acoustiques engendrées par le chantier, selon le principe que les bruits de chantier ne doivent pas causer une gêne excessive pour les utilisateurs du site, le voisinage et l'environnement. Le titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes :

- Le titulaire doit, préalablement au début des travaux, présenter au maître d'œuvre, sur demande de ce dernier, les mesures qu'il envisage de prendre pour atténuer le bruit.
- Le travail de nuit (20h – 7h) et jours fériés est interdit.

17.2 Schéma d'Organisation de la Gestion des Déchets (SOGED)

Le titulaire met en place un SOGED et le soumet au Maître d'œuvre pour validation (1^{ère} période de préparation). Conformément à la réglementation en vigueur les déchets seront triés par catégories. Le tri sur chantier sera privilégié. Les déchets seront dans la mesure de l'existence des filières, valorisés par le réemploi ou le recyclage, seul le déchet ultime au sens de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 pourra être mis en centre de stockage agréé. Il est rappelé que depuis le 1er juillet 2002, les entreprises sont dans l'obligation soit de valoriser ces déchets, soit, si ces déchets sont considérés comme ultimes, de les acheminer vers des centres de stockages appropriés. Aucune incinération ou destruction par le feu n'est autorisée sur le site. L'entreprise sera chargée de l'organisation liée à la gestion du traitement des déchets et devra donc adjoindre à sa proposition, une procédure d'élimination des déchets dans les filières adéquates. La personne désignée (nominativement) par l'entreprise pour être responsable du suivi qualité devra être présentée au Maître d'œuvre pour être agréée. Les principes de l'organisation de chantier permettant la maîtrise des nuisances vis-à-vis du voisinage, le respect de l'environnement et la gestion des déchets de chantier par l'organisation du tri sont définis ci-après. Cette gestion aura pour cibles :

- Le chantier lui-même avec la définition des techniques employées et l'organisation du tri des déchets de chantier,
- Le mode de stockage des déchets et son organisation,
- Les flux entrants avec la définition des engins et matériels utilisés ainsi que des matériaux et produits mis en œuvre,
- Les flux sortants avec l'organisation de l'évacuation des déchets et la maîtrise des nuisances générées.

Elle nécessite un renforcement de la préparation du chantier.

Le titulaire doit, dès le début des travaux, recenser les produits nocifs (colles, peintures, huiles, etc.). Des systèmes de collecte et de rétention étanches de ces produits polluants et dangereux devront être prévus sur le chantier en vue de leur élimination. Le titulaire met en place une organisation permettant de trier les déchets par groupes : les inertes, les cartons, les emballages plastiques, le bois, les chutes de câble, les ferrailles, le tout-venant, ...

Cette répartition des déchets triés pourra être adaptée aux filières d'élimination existant localement. Le titulaire privilégie une filière polyvalente (récupération de plusieurs types de déchets).

La benne de collecte sera, dans la mesure du possible, regroupées géographiquement à proximité des lieux de travail. Le titulaire installe à proximité de la benne de collecte, un panneau précisant (sous la forme de pictogrammes éventuellement) les déchets acceptés dans la benne. Les consignes de tri doivent être simples afin que tout intervenant sur le chantier les comprenne et les applique.

Le titulaire indique dès le début du chantier, la destination prévue des déchets. D'autre part, le titulaire établit des bordereaux numérotés de suivi des déchets de chantier précisant :

- L'identification du producteur,
- L'identification du transporteur,
- L'identification de l'éliminateur et le type d'installation (centre de tri, centre de stockage, incinération, valorisation...).

L'efficacité de la démarche de gestion des déchets nécessite obligatoirement une sensibilisation constante du personnel par le responsable du suivi qualité.

Le titulaire peut pousser son implication dans le développement durable en implantant un composteur pour les matières organiques des intervenants (ex : issus déchets de repas).

Tous les divers déchets seront chargés et évacués selon les possibilités locales, à une décharge agréée publique ou privée, et conformément aux prescriptions notées ci-dessus.

Il est rappelé que toute décharge sauvage est interdite.

Un exemplaire du SOGED est à rendre sous format papier et un reproductible sous format informatique, pouvant être exploité sous OFFICE™ (.doc, .xls) et ACROBAT READER™ (.pdf) pour les textes et les images et sous AUTOCAD™ (.dwg) pour les plans.

Le SOGED doit être remis au Maître d'œuvre avant la fin de la période de préparation des travaux.

18. PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet

19. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

19.1 Confidentialité

Le titulaire, le maître d'œuvre, le pouvoir adjudicateur, ainsi que leurs représentants, qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services des parties contractantes sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire, ses collaborateurs et experts sont tenus par une obligation de secret et de discrétion. Ils s'interdisent de communiquer à quiconque, directement ou indirectement, tout ou partie des informations et documents de toute nature, techniques, financières, administratives, juridiques et stratégiques, ainsi que celles relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel du CNRS, dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Tous les résultats et documents produits dans le cadre de l'exécution des prestations sont la propriété exclusive du CNRS, qui en a la libre utilisation. Il en va de même de tous les moyens, documents et supports qui sont mis à la connaissance du groupement titulaire.

Tous les documents ou informations qui sont portés à la connaissance du groupement titulaire ou qui sont produits dans le cadre de l'exécution du présent marché sont protégés et gardés strictement confidentiels. Ils ne peuvent être divulgués par le titulaire à des tiers au présent marché, sans l'autorisation préalable du CNRS.

Le titulaire déclare se soumettre aux obligations résultant pour lui de l'application de ces mesures et reconnaît que toute divulgation léserait les intérêts du CNRS et engagerait sa responsabilité.

19.2 Open Data

Dans le cadre d'une démarche Open data, conformément à la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration, ainsi que dans la perspective de l'application de la directive 2013/37/UE du 26 juin 2013 modifiant la directive du 2003/98/CE concernant la réutilisation des informations du secteur public, le titulaire du marché fournit au pouvoir adjudicateur, dans des standards ouverts (c'est-à-dire selon l'article de la LCEN du 21 juin 2004 « tout protocole de communication, d'interconnexion ou d'échange et tout format de données interopérable et dont les spécifications techniques sont publiques et sans restriction d'accès ni de mise en œuvre ») tels que les formats de type .CSV, .ODS, .XML, .KML, .SHP, les données et bases de données collectées ou produites à l'occasion de l'exécution du présent marché. Il autorise par ailleurs le pouvoir adjudicateur, ou un tiers désigné par celui-ci, à extraire et exploiter librement tout ou partie de ces données et bases de données notamment en vue de la mise à disposition à titre gratuit des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

Sont expressément exclues de cette démarche les données personnelles ainsi que celles sur lesquelles des tiers détiennent des droits de propriété intellectuelle.

L'accès à ces données pourra se faire notamment sous une licence de réutilisation publique, qui précise les droits et obligations rattachés aux données.

19.3 Organisation du titulaire

Si cela n'a pas été fait lors de la consultation, dès notification du marché, l'identité de la personne (ou les identités des personnes) chargée(s) de la conduite des travaux sera(ont) communiquée(s) au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre.

La bonne exécution des prestations dépendant en particulier de la composition qualitative et quantitative de l'équipe, le titulaire du marché a l'obligation de maintenir en place chacun de ses membres et notamment le coordonnateur de l'équipe, nommément désignés (personnes physiques) pendant la durée nécessaire à l'accomplissement des prestations.

Si l'un des membres de l'équipe désignée n'est pas en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire du marché doit en aviser immédiatement la maîtrise d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne soit pas compromise.

À ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant (de qualité et de disponibilité équivalente ou supérieure) et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

Si le maître d'ouvrage n'accepte pas le remplaçant proposé, le titulaire dispose de 10 jours calendaires pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'ouvrage. À défaut de désignation, ou si le remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché dans les conditions prévues à l'article 50.3.1 du CCAG Travaux.

19.4 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire, cotraitants et sous-traitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie avant la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution des prestations. L'entrepreneur doit fournir au Maître d'Ouvrage les attestations d'assurance en cours de validité justifiant la souscription à une police de responsabilité civile et de responsabilité décennale.

En application des articles 8.1.1 et 8.1.2 du CCAG-Travaux, le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Il souscrit également l'assurance décennale obligatoire visée à l'article L. 241-1 du code des assurances.

Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L. 241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code. »

Avant le démarrage des travaux, le titulaire devra fournir une attestation d'assurance décennale en cours de validité, laquelle devra couvrir l'intégralité de la durée d'exécution du marché et garantir notamment les dommages compromettant la solidité de l'ouvrage ou le rendant impropre à sa destination.

En cas de défaut de production ou de déchéance de l'attestation d'assurance, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de suspendre l'exécution du marché et/ou de résilier le marché de plein droit, sans préjudice de tout recours en réparation.

19.5 Dégradation causée aux voiries et réparation des dommages

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG Travaux, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voiries publiques ou privées par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

19.6 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

2. Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
 - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
3. Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
4. Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
 - Le certificat social URSSAF ;
 - Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).
5. Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
 - Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
6. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;

- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

En cas de changement de SIRET, le titulaire doit remettre à la maîtrise d'ouvrage les éléments suivants :

- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis)
- Un relevé d'identité bancaire à en-tête de banque

Ces documents concernent le titulaire, le mandataire le ou les cotraitant(s) ainsi que les sous-traitants pour l'exécution des prestations du présent marché.

19.7 Protection de la main d'œuvre

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

19.8 Signalisation du chantier et circulation sur les voiries

Les travaux ayant un impact sur la circulation publique et privée, la signalisation à l'usage du public doit être conforme aux instructions réglementaires en la matière, vu avec le CSPS. Elle est réalisée par le titulaire sous le contrôle du maître d'œuvre.

Le titulaire informe, par écrit, la maîtrise d'œuvre, cinq jours au moins avant les dates de commencement des travaux, de repliement ou de déplacement du chantier.

19.9 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Le titulaire prend sur son chantier toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le coordonnateur S.P.S. informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris des entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur S.P.S. prend les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. le Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS).

19.10 Spécifications techniques faisant référence à une norme, marque ou label

Lorsque la prestation demandée n'a pu être décrite dans les pièces techniques du marché que par référence à un mode ou à un procédé de fabrication particulier, à une provenance ou à une origine déterminée, à une référence, un brevet, un type de produit, une marque (NF par exemple) ou un label, cette exigence doit s'entendre comme réservant le cas des prestations présentant des caractéristiques ou exigences équivalentes. Il en est de même si la référence porte sur une norme nationale non issue de normes européennes ou de normes internationales : la référence doit, dans ce cas, être également comprise comme réservant le cas des prestations conformes à toutes normes reconnues équivalentes. La charge de la preuve de ces équivalences appartient au titulaire qui peut l'assurer par tout moyen.

19.11 Mémoire en réclamation

Si un différend survient entre le titulaire et le maître d'œuvre, sous la forme de réserves faites à un ordre de service ou sous toute autre forme écrite, ou entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, le titulaire rédige un mémoire en réclamation dans les conditions précisées à l'article 55 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 55.1.1, si le mémoire de réclamation porte sur le décompte général du marché, le délai de transmission est de 15 jours.

20. ORGANISATION DE LA SOUS-TRAITANCE

20.1 Sous-traitance de premier rang

Le titulaire du marché est autorisé à recourir à la sous-traitance de premier rang dans les conditions prévues aux articles L2193-1 et suivants du code de la commande publique. Il peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage.

Le titulaire remet au maître d'ouvrage une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le formulaire DC4 doit être un original signé par le titulaire du marché ainsi que par le sous-traitant.

Celui-ci peut être signé électroniquement par ceux-ci, seulement par une signature conforme EIDAS

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

Le titulaire doit fournir au moment de la demande d'agrément à la maîtrise d'ouvrage et au maître d'œuvre les preuves, par tous moyens, que son sous-traitant dispose des capacités (techniques, professionnelles et financières) nécessaires à la réalisation des prestations sous-traitées (notamment la soudure orbitale).

20.2 Sous-traitance de second rang

Le recours à la sous-traitance de second rang, entendue comme la sous-traitance réalisée par un sous-traitant de premier rang, est soumis à autorisation préalable et expresse du pouvoir adjudicateur. Cette autorisation pourra être accordée après examen d'une demande écrite et motivée, incluant :

- l'identité et les références du sous-traitant de second rang,
- la nature, le montant estimatif et la durée des prestations sous-traitées,
- la justification du recours à un second niveau de sous-traitance,
- l'engagement du respect des obligations contractuelles, sociales, environnementales et de sécurité par le sous-traitant concerné.

En l'absence d'autorisation écrite, la prestation exécutée par un sous-traitant de second rang ne donnera lieu à aucun paiement, même indirect, et pourra faire l'objet de pénalités contractuelles, voire d'une résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire reste pleinement responsable de l'exécution de l'ensemble des prestations confiées à ses sous-traitants, y compris de second rang.

21. PENALITES

Le présent article déroge à l'article 19 du CCAG travaux.

L'ensemble des pénalités du présent article sont dues de plein droit et sans mise en demeure préalable du titulaire.

Le paiement des pénalités par le titulaire ne présente pas un caractère libératoire et ne le dispense pas de l'exécution complète des prestations prévues au marché.

Elles sont déductibles, du simple fait de leur constatation par le maître d'œuvre et/ou le maître d'ouvrage et/ou le CSPS, des situations mensuelles du titulaire et sont sans préjudice de l'exercice par le maître d'ouvrage de tout autre droit et action en responsabilité y compris son de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas de cotraitants payés séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire. Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont appliquées en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

L'ensemble des pénalités sont cumulables, leur montant cumulé est toutefois limité à 15% du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités provisoires sont appliquées sur les décomptes mensuelles.

21.1 Pénalité pour retard

Si des retards sont constatés dans l'exécution des travaux que ce soit par rapport au calendrier prévisionnel ou au calendrier détaillé établi en période de préparation et suivi par l'OPC, il est appliqué au titulaire une pénalité par jour calendaire de retard égale à 1/1000 du montant du marché concerné.

L'application de cette pénalité se fait par imputation sur la situation de travaux en cours de règlement, sur décision du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage consignée dans le compte rendu de réunion de chantier.

Indépendamment des pénalités pour retard, au cas où pour quelque cause que ce soit le retard dans l'exécution des ouvrages provoque pour le maître d'ouvrage des conséquences dommageables, celui-ci peut répercuter au titulaire la totalité des dommages et intérêts résultant de son retard.

Si 80% des réserves à chaque réception partielle ne sont pas levées dans le délai fixé dans la décision de réception ou à défaut dans le délai de 2 mois. Dès constatation dudit retard, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 800 euros par jour.

En cas de retard sur un délai prévu au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

21.2 Autres pénalités

Les pénalités forfaitaires ci-après sont également applicables au présent marché, L'application de ces pénalités se fait par imputation sur la situation de travaux en cours de règlement, sur décision du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage consignée dans le compte rendu de réunion de chantier. Le titulaire est informé par tout moyen valant date certaine de l'application de la pénalité.

En cas de pénalité prévue au marché, si le délai global est respecté, le maître d'ouvrage rembourse au titulaire les pénalités provisoires appliquées, à la condition que le retard n'ait pas eu d'impact sur les autres travaux de l'ouvrage.

PENALITES		Montant
1	Livraison en dehors des horaires prévus et hors des plages horaires définis par le Maître d'Ouvrage : par infraction	400 Euros
2	Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois et de déchets en dehors des zones prescrites : par jour calendaire	800 Euros
3	Défaut de propreté ou nettoyage et d'enlèvement des matériels ou gravât du titulaire : par infraction et par jour calendaire	800 Euros
4	Utilisation des équipements (sanitaires ou autres) et facilités (aires de stationnement) du site, autre que ceux mise à disposition par infraction	400 Euros
5	Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité, notamment non port des EPI (COVID-19 inclus), par ouvrier et par infraction	800 Euros
6	Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective ou clôture sur le chantier : par infraction	800 Euros
7	Absence non justifiée en réunion de chantier d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité du titulaire convoqué à ladite réunion : par infraction	800 Euros
8	Retard dans la remise de tout document demandé en cours d'études, d'exécution des travaux et à l'achèvement de ces derniers, notamment documents d'exécution, fiches nuisances, autocontrôles, PV Essais, PPSPS, justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévu, remise du projet de décompte mensuel ... : par jour calendaire et par document	800 Euros
9	Absence injustifié (absence d'information de l'absence auprès de l'organisateur de la réunion avant l'heure du rendez-vous) à la réunion d'inspection commune (visite préalable lorsque le titulaire est convoqué) : par infraction	400 Euros
10	Défaut d'encadrement de chantier, par jour calendaire.	800 Euros
11	Prestation exécutée par un sous-traitant de 1 ^{er} et de 2 ^d rang, non déclaré et non agréé par le pouvoir adjudicateur : par infraction	800 Euros
12	Retard dans le repliement des installations de chantier : par jour calendaire	400 Euros
13	Retard dans la remise des dossiers ouvrages exécutés : par jour calendaire	800 Euros
14	Non-respect des seuils de bruit du chantier autorisés par la réglementation, par infraction	400 Euros
15	Non-respect du tri des déchets sur le chantier et du SOGED : par infraction	800 Euros
16	Non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser : par heure d'insertion non réalisée	60 Euros
17	Non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion : par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.	75 Euros

21.3 Décision de la MOA sur les pénalités

Le maître d'ouvrage, en qualité d'ordonnateur secondaire du CNRS, peut exonérer le titulaire de ces pénalités. Il lui est toujours possible de moduler le montant des pénalités. La renonciation partielle ou totale est unilatérale par décision motivée de l'autorité compétente qui informera le titulaire de sa décision par tout moyen d'échange traçable.

22. RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG Travaux s'appliquent.

À tout moment le maître d'ouvrage peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Dans ces cas, la résiliation ouvre également droit à indemnisation du titulaire. L'indemnisation est fixée à 2% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. À cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

23. FIN DU CONTRAT

23.1 Documents fournis après exécution des travaux

Conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'ouvrage au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux :

- Les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets (tout document lié à l'exécution de la SOGED) ;
- Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) et les dossiers des ouvrages exécutés (DOE).

Ces documents sont validés au préalable par le maître d'œuvre.

23.2 Repliement du chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

À défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le maître d'ouvrage, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de 15 jours calendaires après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

23.3 Réception des travaux

23.3.1 Principe général de réception

La réception des travaux interviendra en deux phases.

La première phase concerne tous les lots pour la partie des travaux non corrélés à la fourniture de vapeur par la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU) ou de son éventuel successeur.

La deuxième phase concerne les lots n°3, 4 et 5. Elle est conditionnée par l'achèvement des interventions préalables relevant du concessionnaire actuel du réseau de chaleur de Paris, la CPCU ou de son éventuel successeur. Le renouvellement de la concession ayant lieu en 2026, cela entraînera un décalage dans la réalisation de cette partie de travaux.

Chaque réception partielle devra être demandée par le titulaire du lot concerné.

Chaque phase donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal distinct de réception par lot, signé par le maître d'ouvrage et le titulaire.

La date de réception partielle marque le point de départ des délais de garanties légales pour la partie des prestations ainsi réceptionnés.

La libération des garanties interviendra après la dernière réception partielle.

23.3.2 Phase 1 : Réception partielle

La totalité des lots n°1 (Isolation Thermique par l'Extérieur – Ravalement) et n°2 (Menuiseries extérieures – Protections solaires – Métallerie), ainsi qu'une partie des lots n°3 (Chauffage – Ventilation – GTB), n°4 (Menus travaux de gros œuvre – Maçonnerie) et n°5 (Cloisons – Doublages – Faux-plafonds - Peinture) seront réceptionnés simultanément à l'achèvement des travaux correspondants.

Les travaux de ces cinq lots seront considérés comme indissociables pour cette phase de réception, laquelle ne pourra être prononcée que lorsque les prestations de ces lots seront achevées, sans réserve bloquante.

Toute demande de réception ne pourra être formulée que conjointement par les titulaires des cinq lots sauf décision contraire motivée du maître d'ouvrage.

Un procès-verbal sera établi, mentionnant l'état des prestations pour chaque lot.

23.3.3 Phase 2 : Réception complémentaire (lots 3, 4 et 5)

Cette deuxième phase concernera pour :

- le lot 3 le basculement d'un mode chauffage à l'autre, et les sujétions en découlant,
- les lots 4 et 5 : les finitions du local CPCU après l'arrivée des équipements de chauffage.

Les délais et dates de réception de ces lots seront adaptés en conséquence sans application de pénalités si le retard résulte des interventions du concessionnaire.

23.4 Travaux sous réserve (à compter de la constatation de la parfaite réalisation des travaux)

Le titulaire, informé des prestations signalées dans le procès-verbal de réception, est tenu d'effectuer les travaux restants à exécuter.

Le maître d'ouvrage et le titulaire définiront conjointement le planning d'exécution de ces travaux. La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévue à l'article 41.2 du CCAG Travaux.

A l'issue de cette procédure, débiteront les délais de garanties pour l'ensemble du marché.

23.5 Essais

Si la réception des prestations comporte des essais, ceux-ci seront indiqués sur les PV de réception émis par le CNRS.

Dans le cas où les essais ne sont pas concluants, le titulaire mettra tout en œuvre afin que les essais soient concluants lors d'une nouvelle réception planifiée entre les deux parties.

23.6 En cas de décision de non réception

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception, celle-ci ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, le titulaire restant responsable de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de donner lieu à pénalités. À l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

23.7 19.5 Certificat de bonne exécution

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, le maître d'ouvrage peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

23.8 19.6 Mise à disposition des ouvrages ou parties d'ouvrages

Conformément à l'article 43 du CCAG Travaux, le marché, ou un ordre de service, prescrit au titulaire de mettre, pendant une certaine période, certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages, non encore achevés, à la disposition du maître d'ouvrage et sans que celui-ci en prenne possession, afin notamment de lui permettre d'exécuter, ou de faire exécuter par d'autres entrepreneurs, des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire.

Le titulaire a le droit de suivre les travaux non compris dans son marché qui intéressent les ouvrages ou parties d'ouvrages ainsi mis à la disposition du maître d'ouvrage. Il peut faire des réserves, s'il estime que les caractéristiques des ouvrages ne permettent pas ces travaux ou que ces travaux risquent de les détériorer. Ces réserves doivent être motivées par écrit et adressées au maître d'œuvre.

Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Sous réserve des conséquences des malfaçons qui lui sont imputables, le titulaire n'est pas responsable de la garde des ouvrages ou parties d'ouvrages pendant toute la durée où ils sont mis à la disposition du maître d'ouvrage.

24. GARANTIE

24.1 cas général

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie de parfait achèvement prévue par l'article 44.1 du CCAG Travaux

24.2 Exécution aux frais et risques

Les dispositions de l'article 41 du CCAG travaux s'appliquent.

Par dérogation à l'article 41.6 du CCAG, lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai prévu dans le procès-verbal de réception. En l'absence d'une telle précision le délai applicable est de **3 mois** après signature de la décision de réception du maître d'ouvrage.

À défaut, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

24.3 Régime de la garantie de parfait achèvement

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par le maître d'ouvrage.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable au maître d'ouvrage.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour le maître d'ouvrage, celui-ci prend en charge les frais de la solution mise en place par le maître d'ouvrage. Le délai de garantie est prolongé conformément à l'article 44.2 du CCAG travaux.

25. LITIGES

Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Paris
7, rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

Tél : 01-44-59-44-00,

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr,

Adresse internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr/>

26. DEROGATIONS AU CCAG TRAVAUX

Les articles suivants dérogent au CCAG travaux :

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG ;
- L'article 6 du CCAP déroge à l'article 3.1.2 du CCAG ;

- L'article 8.1.1 du CCAP déroge à l'article 13.5 du CCAG ;
- L'article 8.2.3 du CCAP déroge à l'article 12.1 et 12.2 du CCAG ;
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 31.3 du CCAG ;
- L'article 13.6 du CCAP déroge à l'article 3.8.1 du CCAG ;
- L'article 19.4 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG
- L'article 19.5 du CCAP déroge à l'article 34.1 du CCAG ;
- L'article 19.11 du CCAP déroge à l'article 55.1.1 du CCAG.
- L'article 21 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG
- L'article 21.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG ;
- L'article 23.2 du CCAP déroge à l'article 19 du CCAG
- L'article 24.2 du CCAP déroge à l'article 41.6 du CCAG